

PROGRAMME DE FORMATION

Dialogue
social
européen

2019



*En cette ère de mutation économique
et technologique, l'éducation, la formation et la
formation continue sont décisives.*

*Richard von Weizsäcker, homme politique allemand
1920 – 2015*

Mesdames, Messieurs,
Cher(e)s collègues, cher(e)s ami(e)s,

Nous sommes heureux de pouvoir vous présenter notre programme de formation
« Dialogue social européen » 2019/20.

Le Centre européen pour les travailleurs (EZA) est un réseau de 73 organisations de travailleurs issues de 30 pays européens qui fondent leur travail sur des valeurs sociales chrétiennes. Les membres d'EZA sont des syndicats et des organisations de travailleurs socio-culturelles ainsi que des établissements de formation et de recherche qui traitent des questions relatives aux travailleurs.

L'objectif d'EZA est de proposer à l'échelle européenne des sessions de formation continue destinées aux représentant(e)s de travailleurs afin de permettre à ces derniers d'agir face à la diversité des nouveaux défis inhérents au monde du travail. Dans le même temps, la dimension européenne des manifestations est favorable à l'échange d'expériences et au renforcement d'une identité européenne.

Le programme de formation d'EZA axe son contenu autour de trois questions initiales : comment parvenir à une insertion réussie sur le marché du travail ? Quels facteurs exercent une influence directe sur la vie professionnelle ? Quels éléments de la vie active influencent à leur tour la qualité de vie des travailleurs et des travailleuses ?

L'année de formation 2019/20 se trouve ainsi face à des défis particuliers dans un contexte de Brexit, d'élections européennes en mai 2019 et dans le cadre du renouvellement de la Commission européenne qui en découlera.

Concrètement, les thèmes centraux seront les suivants : « Emploi des jeunes », « Le futur du travail : des conditions de travail en mutation » et « Sécurité et santé sur le lieu de travail ». Par ailleurs, le thème « Stratégies des institutions européennes » sera approfondi cette année en mettant l'accent sur « Le futur d'une Europe sociale : modes d'action et perspectives du Socle européen des droits sociaux et d'autres politiques sociales ». Le projet spécial pour les organisations de travailleurs dans les Balkans occidentaux sera également poursuivi.

Parmi les autres thèmes figureront les suivants : « Intégration des migrant(e)s et des réfugié(e)s sur le marché du travail », « Marché du travail inclusifs », « Ren-

forcement des capacités », « Contribution des organisations de travailleurs à la justice sociale en Europe » et « Travailler et vivre dans un monde numérisé ».

Le groupe cible du programme de formation d'EZA est constitué d'agents multiplicateurs issus des syndicats et d'autres organisations de travailleurs, notamment de jeunes talents.

Sur les pages suivantes, vous trouverez toutes les informations pertinentes pour votre participation aux séminaires concernant notamment les contenus, les porteurs de projet, les lieux et date de séminaires ainsi que les langues de travail prévues.

Merci d'adresser directement vos inscriptions au porteur de projet correspondant. Veuillez noter que les dates indiquées peuvent changer. Vous trouverez des informations mises à jour à ce sujet sur le site Internet d'EZA.

Nous serons ravis de vous envoyer notre newsletter électronique « Actualités EZA » qui vous informe de nos activités quatre fois par an. Vous pouvez vous y abonner via notre site Internet (www.eza.org) ou en nous envoyant directement un e-mail (goeden@eza.org).

Nous souhaitons également attirer votre attention sur notre série de publications « Contributions d'EZA au dialogue social » qui vous permet de vous informer sur le site Internet d'EZA. Vous pouvez également nous commander chaque article directement par e-mail (znined@eza.org).

Réunis par un objectif commun visant au renforcement du dialogue social en Europe, nous sommes impatients de vous voir participer activement aux sessions de formation proposées.

Königswinter, mars 2019

Sigrid Schraml, secrétaire générale, et l'équipe d'EZA

Groupe de thèmes 1

**Intégration et participation
au marché du travail –
Comment devenir un travail-
leur ?**

11 – Intégration des migrants et des réfugiés sur le marché du travail – le rôle des organisations de travailleurs

► Migrants et réfugiés en Europe : problèmes et défis

Lucques / Italie

11/2019

Avec le groupe de travail de MCL/EFAL, organisé en collaboration avec la Plate-forme internationale de coopération et de migration (PICM), deux objectifs sont poursuivis : d'une part, des stratégies doivent être élaborées afin que les organisations de travailleurs puissent promouvoir l'intégration sociale et l'intégration sur le marché du travail des immigrés, ceux qui arrivent pour des raisons économiques, les immigrés pour regroupement familial et les réfugiés. Dans ce contexte, il convient également de présenter le gros potentiel d'une intégration efficace des migrants et des réfugiés pour les pays d'accueil, notamment à la lumière du changement démographique. D'autre part, il convient de prêter attention aux causes de cette migration et de cet exil dans les pays d'origine et de déterminer ce que l'UE peut faire pour améliorer la situation des jeunes, par exemple en Afrique.

MCL / EFAL (Movimento Cristiano Lavoratori / Ente Nazionale per la Formazione e l'Addestramento dei Lavoratori)

Enzo De Santis et Piergiorgio Sciacqua

Tél. : +39 – 06 – 77 26 12 47

E-mail : efal@mcl.it

en collaboration avec

PICM (Plate-forme internationale pour la coopération et la migration)

Langues : en, es, it, pt

11-01-19-PF

» Les jeunes NEET parmi des orphelins européens et réfugiés mineurs non-accompagnés : approche et prévention

Pologne

03.10. – 05.10.2019

L'objectif du séminaire d'EUROMF est de régler les problèmes et les besoins des NEET dans l'UE et ainsi notamment de deux groupes cible spécifiques : les euro-orphelins (enfants et adolescents qui restent dans leur pays d'origine tandis que leurs parents vont travailler dans un autre pays de l'UE) et les réfugiés mineurs non accompagnés. Il faut tout d'abord établir un tour d'horizon des mesures déjà existantes pour les NEET. Les participants au séminaire doivent examiner la manière dont l'adéquation entre les mesures et les groupes cible peut être améliorée à l'avenir et les approches qui sont les plus appropriées pour empêcher que les euro-orphelins et les réfugiés mineurs non accompagnés ne deviennent des NEET ou pour les aider à échapper à cette situation. Par ailleurs, le rôle et l'importance des organisations de travailleurs doivent alors être mis en avant.

EUROMF

Carien Neven

Tél. : +32 – 11 – 29 08 23

E-mail : carien.neven@beweging.net

Langues : en, nl, pl et autres

11-02-19-SE

» Droits et conditions d'emploi des travailleurs : aussi forts que leur mise en œuvre. Vers une nouvelle Autorité européenne du travail pour une application équitable, simple et efficace des règles européennes sur la mobilité des travailleurs

Lisbonne / Portugal

01/2020

Ces dix dernières années, le nombre de citoyens qui vivent et/ou travaillent dans un autre État membre de l'UE a presque doublé pour atteindre le chiffre de 17 millions en 2017. Un grand nombre de dispositions juridiques européennes régleme la liberté de circulation des travailleurs et un éventail de ces dispositions a récemment été renforcé, y compris la directive relative au détachement de travailleurs et la coordination des systèmes de sécurité sociale dans l'UE. Le 13 mars

2018, la Commission européenne a adopté une initiative visant à l'établissement d'une autorité européenne du travail afin de garantir une mobilité professionnelle juste et de renforcer la collaboration dans la mise en œuvre des dispositions juridiques. Le séminaire de FIDESTRA doit permettre l'échange et la comparaison d'informations venant d'organisations de travailleurs et d'autorités de contrôle nationales sur la prévention de la fraude et des abus, d'une part, et sur la mise en œuvre de dispositions nationales et européennes concernant les conditions de travail, d'autre part (avec pour axe principal le détachement de travailleurs, les cotisations sociales et les sociétés écrans). Des stratégies visant à ce que les organisations de travailleurs puissent parvenir à une meilleure information des travailleurs concernant leurs droits et leurs obligations en cas d'emploi dans un autre pays doivent également être élaborées, tout comme des recommandations directes destinées aux décideurs politiques européens et nationaux afin d'améliorer l'application et la mise en œuvre des dispositions sur la mobilité professionnelle et les conditions de travail au niveau européen et national.

FIDESTRA (Associação para a Formação, Investigação e Desenvolvimento Social dos Trabalhadores)

Maria Reina Martín

Tél. : +351 – 21 – 887 62 59

E-mail : mariareina.martin@gmail.com

Langues : de, en, fr, it, pt

11-03-19-SE

» Le problème des réfugiés et la question de la justice sociale – Quelles contributions peuvent réaliser les partenaires sociaux à l'identification d'une solution ?

Lieu à définir

Date à définir

L'intégration dans une société dépend très largement de l'insertion sur le marché du travail. L'objectif du séminaire du KSI est de contribuer, en rapport avec les mouvements de réfugiés, à une résolution des questions suivantes : comment les organisations de travailleurs peuvent-elles protéger les réfugiés du dumping social et salarial et empêcher que les groupes les plus vulnérables ne soient mis en opposition sur le marché du travail ? Comment parvenir à une insertion plus rapide et plus efficace des réfugiés sur les marchés du travail, aussi bien de ceux dont le statut est déjà reconnu que de ceux qui se trouvent encore en pleine procédure d'admission ? Que peuvent alors apporter les organisations de travailleurs et quelles stratégies peuvent-elles employer dans le dialogue social ?

KSI (Katholisch-Soziales Institut)

Ralph Bergold et Udo Huett

Tél. : +49 - 22 41 - 25 17 - 0

E-mail : bergold@ksi.de et huett@ksi.de

Langues : de, en, es, it

11-04-19-SE

12 – Emploi des jeunes

› Les jeunes – une catégorie vulnérable sur le marché du travail

Căciulata (Vâlcea) / Roumanie

30.05. – 02.06.2019

Le projet prévu doit examiner l'intégration des jeunes sur le marché du travail en tenant compte de la formation formelle, de la formation pratique sur le lieu de travail et de l'apprentissage tout au long de la vie. À l'aide d'une étude réalisée en Roumanie, les attentes des jeunes sont comparées à celles de différents pays européens. Il convient également de rassembler des idées pour l'élaboration d'une stratégie nationale, qui fait l'objet de discussions au sein des structures syndicales, afin de les compiler avec des contributions de partenaires européens. Une telle stratégie doit comprendre des mesures concrètes pour réformer la formation scolaire et professionnelle afin que les jeunes possèdent les outils nécessaires pour travailler dans l'industrie 4.0. Les programmes de formation scolaires et professionnels devraient également comporter des expériences pratiques, étant donné que c'est une lacune qui est considérée comme étant un des obstacles à l'insertion sur le marché du travail. Enfin, le projet doit permettre d'examiner des exemples de banques de données nationales pour la formation professionnelle et de résoudre la question de savoir comment elles informent les jeunes demandeurs d'emploi.

CSDR / Departamentul Educare – Formare al CSDR (Confederația Sindicatelor Democratice din România / Departamentul Educare – Formare al Confederației Sindicatelor Democratice din România)

Ioan Leon Naroși

Tél. : +40 – 21 – 310 20 80

E-mail : international@cldr.ro

Langues : de, en, fr, ro

12-01-19-SE

» Le marché du travail et les jeunes en tant que promoteurs de cohésion sociale dans la société

Zagreb / Croatie

06.06. – 08.06.2019

Malgré une amélioration générale de la situation, le chômage des jeunes continue à être problématique en Europe du Sud-Est. Le séminaire doit donner un aperçu critique des différentes approches et solutions pour l'insertion des jeunes sur le marché du travail, vérifier que les mesures dans le cadre de l'Initiative pour l'emploi des jeunes sont suffisantes et exposer de nouvelles perspectives et de nouveaux modes d'action. L'objectif est d'essayer d'apporter des réponses aux principales causes du chômage des jeunes en Europe du Sud-Est et à la question de savoir comment on peut y remédier. Enfin il est impératif pour la cohésion sociale que la jeune génération de cette région d'Europe ait des perspectives et qu'elle soit prête à opter pour un avenir dans son pays d'origine au lieu d'émigrer vers l'Europe de l'Ouest. Parallèlement à cela, le dialogue social ne peut avoir une perspective d'avenir que si les jeunes sont concrètement insérés sur le marché du travail et dans le processus de ce dialogue social. Il convient donc de présenter également des idées et des exemples pratiques pour l'intégration des jeunes dans le dialogue social.

HKD Napredak (Hrvatsko kulturno društvo Napredak)

Franjo Topić et Vanja Gavran

E-mail : info@hkdnaredak.com et vanjagavran@gmail.com

Langues : de, en, fr, hr, it, pt

12-02-19-SE

» La réalité de la vie et les défis actuels des jeunes Européens

Bruxelles / Belgique

13.06. – 17.06.2019

L'objectif de ce projet est de comparer la réalité quotidienne et la situation sur le marché du travail des jeunes issus de différents pays européens ainsi que les différences en droit du travail. De plus, dans le cadre de ce projet, les jeunes travailleurs de différents pays européens doivent réfléchir ensemble au futur de l'Union européenne. Le projet a pour ambition d'élaborer ainsi une analyse détaillée des défis pour les travailleurs à l'échelle européenne, de susciter des changements dans la réalité quotidienne des jeunes dans l'Union européenne et de les mettre en position d'avoir accès à un emploi gratifiant et de qualité.

Par ailleurs, JOC Europe souhaite renforcer la collaboration par l'échange entre les représentants de travailleurs et développer des idées pour des actions transfrontalières conjointes afin d'accroître la qualité de vie et l'emploi des jeunes. Ces différentes actions permettent de consolider le sentiment d'appartenance à la culture européenne et de développer une vision et une opinion publique européenne de manière à ce que les représentants de travailleurs participants acquièrent les connaissances et la capacité de se positionner par rapport aux missions sociales qui relèvent de la compétence de l'Union européenne.

JOC Europe (Jeunesse Ouvrière Chrétienne – Europe)

Aurore Dekeyzer

Tél. : +32 – 2 – 256 53 20

E-mail : joceurope@joceurope.org

Langues : de, en, es, fr

12-03-19-SE

› Une approche axée sur le cycle de vie du travail : lutter contre le chômage de longue durée des jeunes par le développement des compétences, l'apprentissage tout au long de la vie et l'équité transgénérationnelle

Velehrad / République tchèque

04.10. – 06.10.2019

Le développement des compétences tout au long de la vie professionnelle est au centre de ce projet de formation. Les compétences et le talent sont essentiels pour lutter contre le chômage de longue durée (des jeunes) et pour parvenir à la justice intergénérationnelle. Quelles compétences sont indispensables pour différentes professions ? Quelles aptitudes et compétences peuvent être acquises de manière efficace ? Dispose-t-on de suffisamment de temps et de moyens pour développer ces aptitudes ? Les candidats sont-ils en mesure (motivation et capacité) de pouvoir les acquérir ? Quelles sont les aptitudes que les différentes générations peuvent se transmettre entre elles sur le lieu de travail ? Pour que les organisations de travailleurs puissent mener un dialogue social bipartite ou tripartite, elles doivent connaître les difficultés auxquelles leurs membres se trouvent confrontés. Ce projet vise, par conséquent, à échanger des expériences avec d'autres organisations de travailleurs européennes concernant les possibles solutions au chômage de longue durée, notamment chez les jeunes. Des recommandations d'actions concrètes doivent être développées pour la République tchèque sur la base de l'échange européen.

KAP (Hnutí „Křesťan a práce“)

Petr Koutný

Tél. : +420 – 731 – 16 68 14

E-mail : koutnyp@post.cz

Langues : cs, de, en

12-04-19-SE

» Des jeunes pour les jeunes : recettes de la lutte contre les insécurités du marché du travail

Sofia / Bulgarie

19.09. – 21.09.2019

Ces dernières années, la situation économique s'est améliorée et le chômage des jeunes en Europe a également reculé. Toutefois, de nombreux jeunes Européens ont des difficultés à trouver du travail sur un marché qui n'offre plus des formes d'emploi stables à tout le monde. Un tiers des jeunes actifs n'a plus de rapport de travail normal. Leur situation professionnelle est marquée par des contrats à durée déterminée et du travail à temps partiel. De plus, des études montrent que la répartition des risques qui pèsent sur l'emploi se fait surtout au détriment des jeunes travailleurs. L'une des plus grandes difficultés pour les jeunes est de devenir indépendant et de rester en situation d'emploi. L'objectif de ce projet de formation est de proposer aux jeunes représentants des travailleurs une plate-forme pour parler des divers défis auxquels les jeunes travailleurs sur le marché du travail se trouvent confrontés, pour renforcer la prise de conscience de ces défis et échanger sur les bonnes pratiques et les leçons tirées de la situation. La mise en œuvre concrète du contenu du projet passe par un processus participatif. Les participants à la Conférence des jeunes travailleurs en Europe en 2018 sont invités à participer à la préparation du programme du séminaire 2019. PODKREPA et la plate-forme d'EZA pour les travailleurs jeunes veilleront ainsi à ce que le programme réponde aux attentes des jeunes représentants d'organisations de travailleurs.

PODKREPA (Confederation of Labour PODKREPA)

Veselin Mitov

Tél. : 00 359 – 2 – 987 98 87

E-mail : vesko@podkrepa.org

en collaboration avec

PYW (Platform for Young Workers = Plate-forme pour les travailleurs jeunes)

Langues : en

12-05-19-PF

› Les jeunes sur le marché du travail : une évaluation de la garantie pour la jeunesse

Cluj-Napoca / Roumanie

12.09. – 15.09.2019

En moyenne, à l'échelle européenne, le nombre des jeunes inactifs a baissé. Mais la situation n'est pas aussi favorable dans tous les pays. La Garantie pour la jeunesse constitue un instrument qui a été conçu pour lutter contre le chômage des jeunes. Actuellement, à l'échelle européenne, les discussions relatives au nouveau cadre financier à moyen terme vont bon train et le dialogue à ce sujet sera également bientôt mené au niveau national. Les organisations de travailleurs à l'échelle européenne et nationale devraient donc être informées de l'état actuel de la Garantie pour la jeunesse et des résultats de ce programme. Ces organisations peuvent ainsi se positionner activement dans les négociations à venir concernant le futur budget de l'UE et intervenir en faveur d'autres mesures pour la lutte contre le chômage des jeunes. Le séminaire offrira la possibilité d'informer sur la situation des jeunes sur le marché du travail de différents États membres de l'UE et d'échanger sur l'efficacité de la Garantie pour la jeunesse dans les différents pays. Les organisations de travailleurs peuvent ainsi adopter une position commune pour les futures discussions.

IFES (Institutul de Formare Economică și Socială)

Silviu Traian Ispas

Tél. : +40 – 264 – 41 25 27

E-mail : ifes@ifes.ro

Langues : en, ro et de ou es ou it

12-06-19-SE

› Le point de vue des partenaires sociaux sur la mise en œuvre d'un système de formation professionnelle en alternance : succès, défis, avenir

Ružomberok / Slovaquie

20.09. – 22.09.2019

Les partenaires sociaux jouent un rôle décisif dans toutes les phases d'un système de formation en alternance qui fonctionne correctement. Avec ce projet, NKOS envisage de collecter des informations relatives à la pratique de la formation professionnelle scolaire et pratique des organisations de travailleurs de toute l'Europe. NKOS s'intéresse notamment à l'intégration des organisations de travailleurs dans la conception de formations professionnelles de qualité par les em-

ployeurs et concrètement à la participation des organisations de travailleurs dans les structures de pilotage de formation professionnelle scolaire à différents niveaux. Par ailleurs, dans le cadre du projet, un échange de visions doit avoir lieu pour identifier les nouvelles qualifications professionnelles qui doivent être développées à l'avenir et la manière dont on peut accroître la participation des travailleurs au système de formation par alternance. Cela est indispensable pour remédier à la pénurie de main d'œuvre qualifiée sur le marché du travail slovaque. Des solutions synonymes de succès pourraient notamment également s'imposer pour une mise en œuvre dans d'autres États membres de l'UE.

NKOS (Nezávislé kresťanské odbory Slovenska)

Lubica Černá

Tél. : +421 – 903 29 73 22

E-mail : centrum@nkos.sk

Langues : de, en, sk

12-07-19-SE

13 – Marchés du travail inclusifs

› Un territoire sans chômage et sans discrimination : une utopie ?

Namur / Belgique

20.06. – 21.06.2019

Le projet doit contribuer à l'élaboration de stratégies efficaces pour l'inclusion sociale en démontrant, à l'aide d'expériences pratiques sur le terrain, l'importance de la notion de « région locale » et de « rapport régional » pour la conception et la mise en œuvre de mesures positives relatives à l'inclusion sociale. Il doit montrer la manière dont l'échelle locale se prête à la création de partenariats, précisément parce que l'exclusion sociale est multidimensionnelle, et dont elle relie des acteurs dont la logique d'action est généralement unidimensionnelle mais qui, grâce à ces partenariats, peuvent élaborer conjointement des solutions globales pour dépasser des situations d'exclusion. Bien évidemment les causes de l'exclusion ne sont pas majoritairement de nature locale et dans ce projet, il s'agit donc également de prendre en compte les synergies nécessaires entre les différents niveaux d'action qui participent à la lutte contre l'exclusion sociale. Le projet doit apporter une contribution européenne pour promouvoir de meilleures synergies entre les initiatives développées au niveau de l'UE et celles développées au niveau local. De plus, le projet doit contribuer au dialogue social européen qui a conduit à l'adoption d'un accord conjoint relatif aux marchés du travail inclusifs (2010). Il convient d'étudier dans quelle mesure des approches avec un rapport régional peuvent renforcer la participation active des partenaires sociaux dans la promotion de l'inclusion sociale.

CET Namur (Centre Européen du Travail Namur)

Marie Hermans

Tél. : +32 – 81 – 83 05 19

E-mail : marie.hermans@lilon.be

Langues : en, fr, it

13-01-19-SE

» Économie circulaire et économie de partage : possibilités d'intégration sur le marché du travail pour demandeurs d'emploi handicapés

Bréda / Pays-Bas

24.10. – 26.10.2019

L'économie circulaire est un système économique qui optimise la réutilisation de produits et de matières premières et qui minimise la perte de valeur. Cela contraste avec le système linéaire actuel dans lequel des matières premières sont transformées en produits qui sont éliminés à la fin de leur durée d'utilisation. L'économie circulaire est plus que du recyclage. Elle implique également de revoir en profondeur les produits et les systèmes, la conception intelligente, la prolongation du cycle de vie, la réutilisation, le démontage pour réparation et échange. L'économie collaborative est un système socioéconomique dans lequel le partage et la consommation collective occupent une position centrale. Elle concerne la création, la production commune, la distribution, le commerce et la consommation conjointe de marchandises et de prestations. L'Union européenne soutient activement l'économie collaborative et a publié sur ce thème l'information « Un agenda européen pour l'économie collaborative ». Ces deux secteurs économiques doivent ensuite être examinés pour savoir si et pourquoi ils montrent une aptitude particulière à l'emploi des chômeurs handicapés. Par ailleurs, il convient d'examiner comment les organisations de travailleurs peuvent contribuer à la promotion et à l'accompagnement de l'emploi correspondant dans ces secteurs.

EPSIN (European Platform for Social Integration)

Bruno Machiels

Tél. : +32 – 475 – 72 47 74

E-mail : brumac@telenet.be

Langues : en

13-02-19-AG

» Pour une Europe plus inclusive : le rôle des organisations de travailleurs

Campo Maior / Portugal

26.04. – 28.04.2019

Le point de référence pour le projet de FIDESTRA est le Socle européen des droits sociaux avec son troisième principe fondamental relatif à la promotion de l'égalité des chances. Durant le séminaire, les mesures spécifiques et les activités positives dans les pays participants doivent être présentées, les progrès obtenus analysés concernant la réduction

de la pauvreté, les mesures existantes relatives à l'égalité des sexes évaluées et le rôle particulier et l'importance des organisations de travailleurs dans l'inclusion des groupes plus vulnérables sur le marché du travail mis en exergue. L'approche du projet est qu'il se concentre sur l'échange concernant les bonnes pratiques, aussi bien celles des pays participants que celles des différentes entreprises qui ont fait l'objet de visites sur le terrain et qui agissent de manière exemplaire dans le domaine de l'égalité des chances et contribuent ainsi au sens large à la création d'une Europe davantage tournée vers l'intégration.

FIDESTRA (Associação para a Formação, Investigação e Desenvolvimento Social dos Trabalhadores)

Maria Reina Martín

Tél. : +351 – 21 – 887 62 59

E-mail : mariareina.martin@gmail.com

Langues : en, es, it, pt

13-03-19-SE

La nouvelle politique européenne d'intégration sociale : le dialogue social, la participation des travailleurs et la lutte contre le chômage des jeunes

Bruxelles / Belgique

08.04. – 10.04.2019

L'intégration sociale et l'insertion sur le marché du travail, la participation des travailleurs et la lutte contre le chômage des jeunes sont des éléments clés du dialogue social. Avec le séminaire de MCL/EFAL, des stratégies d'action doivent être élaborées pour les organisations de travailleurs afin de savoir comment elles peuvent s'investir dans le dialogue social pour la promotion de marchés du travail plus inclusifs et ainsi contribuer à l'intégration sociale en Europe. Pour cela, il est nécessaire d'examiner le contenu du Socle européen des droits sociaux eu égard aux possibilités de leur mise en œuvre, d'analyser les données actuelles relatives à l'exclusion sociale dans les différents pays de l'UE, de mettre en relation la pauvreté en Europe avec les conditions de travail actuelles et d'élaborer une stratégie pour une véritable lutte contre le chômage des jeunes.

MCL / EFAL (Movimento Cristiano Lavoratori / Ente Nazionale per la Formazione e l'Addestramento dei Lavoratori)

Enzo De Santis et Piergiorgio Sciacqua

Tél. : +39 – 06 – 77 26 12 47

E-mail : efal@mcl.it

Langues : de, en, es, it

13-04-19-SE

Groupe de thèmes 2

**Façonner les relations industrielles au travers des organisations de travailleurs –
Quels facteurs influencent directement la vie professionnelle ?**

21 – Renforcement des capacités

› Séminaire de lancement : priorités du dialogue social européen

Aix-la-Chapelle / Allemagne

28.11. – 30.11.2019

L'objectif du « séminaire de lancement » est de présenter les principaux axes thématiques du programme de formation « Dialogue social européen » 2020 d'EZA et de donner l'occasion d'une réflexion approfondie sur une thématique actuelle spécifique du dialogue social, notamment dans le contexte du Socle européen des droits sociaux et d'autres stratégies politiques des institutions européennes.

NBH (Nell-Breuning-Haus)

Rainer Rißmayer

Tél. : +49 – 24 06 – 95 58 – 18

E-mail : rainer.rissmayer@nbh.de

Langues : de, en, es, fr, it, pt et autres

21-01-19-KO

› « Renforcer le dialogue social – façonner l'intégration européenne » : projet spécial pour les organisations de travailleurs dans les Balkans occidentaux

Pays des Balkans occidentaux

01.04.2019 – 15.02.2020

Les pays des Balkans occidentaux sont également sur la longue voie conduisant à la stabilisation et à l'intensification de leurs relations avec l'UE ; certains ont déjà le statut de candidat à l'adhésion. Les organisations de travailleurs de la région s'organisent de plus en plus en réseaux avec des partenaires dans l'UE. Un certain nombre de partenaires d'EZA entretiennent des relations avec des organisations appropriées dans la région et identifient ainsi un besoin considérable et particulier dans la structuration du dialogue social. Dans le cadre de la stratégie d'adhésion à l'UE, EZA s'est donc également fixé pour objectif la consolidation du dialogue social dans cette région pour l'année de formation à venir. L'objectif est d'échanger à différents niveaux des expériences vécues dans des pays des Balkans occidentaux et des pays de l'UE concernant l'aménagement du dialogue social et de contribuer ainsi au renforcement des capacités des partenaires sociaux. Des stratégies re-

latives à la mise en place / transformation et au renforcement des structures régionales solides du dialogue social doivent être développées.

EZA (Europäisches Zentrum für Arbeitnehmerfragen)

Sigrid Schraml

Tél. : +49 - 22 23 - 29 98 - 0

E-mail : eza@eza.org

Langues : à définir

21-02-19-SP

› Renouveau syndical

Bruxelles / Belgique

Date à définir

Ces dernières années, on a accordé beaucoup d'attention au modèle américain de la représentation des intérêts des travailleurs (« Organizing Model ») pour le renouvellement des organisations de travailleurs. Les organisations de travailleurs ont pour mission principale d'instaurer à nouveau parmi les travailleurs un sentiment de représentation de leurs intérêts et de leur expliquer les valeurs syndicales et la solidarité. L'objectif de ce projet est d'échanger des expériences, des bonnes pratiques et les connaissances acquises avec l'application de ce modèle de représentation des intérêts pour le renouvellement des organisations de travailleurs en Europe. Il convient d'analyser la manière dont les futurs représentants de travailleurs sont identifiés, recrutés et leurs capacités de négociation enseignées. Par ailleurs, des idées doivent être élaborées sur la manière dont les organisations de travailleurs peuvent utiliser les médias sociaux pour dépasser ce que l'on appelle le « clic-tivisme », c'est-à-dire pour pousser les membres et les sympathisants à faire plus que seulement « liker » des articles et les partager avec d'autres. Les représentants de travailleurs sont ainsi informés des nouvelles idées et formés à la manière dont ils peuvent les mettre en pratique.

EZA (Europäisches Zentrum für Arbeitnehmerfragen)

Sigrid Schraml

Tél. : +49 - 22 23 - 29 98 - 0

E-mail : eza@eza.org

en collaboration avec

ETUI (European Trade Union Institute)

Langues : à définir

21-05-19-SE

】 Conditions de travail équitables : le socle européen des droits sociaux en tant que base d'un nouveau consensus entre partenaires sociaux

Nalles / Italie

10.05. – 12.05.2019

La déréglementation du marché du travail et l'individualisation croissante des rapports de travail, également marquée par la numérisation, restreignent la validité des standards fixés par la loi et par convention collective concernant les conditions de travail. Des phénomènes tels que le dumping salarial, la précarisation, l'affaiblissement des mécanismes de protection sociaux, l'effacement des frontières entre travail et temps libre et la remise en question et/ou le manque de respect vis-à-vis de la cogestion et des syndicats montrent combien les rapports de travail ont durablement changé au détriment des travailleurs. L'objectif du séminaire d'AFB est de sensibiliser les représentants d'organisations de travailleurs au fait qu'à l'ère du numérique, de nouveaux processus de négociation doivent être amorcés pour pouvoir obtenir un nouveau consensus entre partenaires sociaux. Ils se verront soumettre des suggestions sur la manière dont ils peuvent utiliser le Socle européen des droits sociaux en tant que principe de base pour orienter les principes de l'équilibre social et les stratégies d'action correspondantes en fonction de la mutation fondamentale de la société du travail.

AFB (Arbeiter-, Freizeit- und Bildungsverein)

Heidi Rabensteiner

Tél. : +39 – 0471 – 25 41 99

E-mail : info@afb.bz

Langues : de, en, it

21-07-19-SE

】 Renforcer la capacité des syndicats en Europe du Sud-Est pour améliorer les salaires et les conditions de travail dans les secteurs des vêtements et des textiles

Croatie

02.10. – 03.10.2019

Ces 40 dernières années, l'industrie du textile et de l'habillement européenne a quitté le continent pour produire à l'étranger, hors d'Europe, dans des pays à bas salaires et des zones franches. Ces dernières années, on constate cependant que des fabricants de marque ont com-

mencé à rapatrier des parties de leur production en Europe, notamment dans la région sud-est du continent. La principale raison à cela est évidemment la rentabilité des coûts. Les salaires dans cette région de l'Europe semblaient être inférieurs à ceux des anciens « paradis de la production ». Il n'y avait pratiquement pas de syndicats ni aucun dialogue social. Avec ce séminaire, Recht en Plicht souhaite initier un projet relatif au contrôle de la chaîne logistique dans l'industrie du textile et de l'habillement européenne avec un accent mis sur les pays d'Europe du Sud-Est et la Belgique, étant donné que cette dernière reste visiblement à la traîne de l'agenda déterminé par les organisations internationales pour des chaînes logistiques durables. Les principaux objectifs de ce séminaire sont la présentation des chaînes logistiques, l'identification des producteurs de marque participants et le développement de stratégies pour les négociations entre tous les groupes d'intérêts impliqués (travailleurs, organisations de travailleurs, employeurs, organisations d'employeurs, ONG et gouvernements) afin d'obtenir au final une amélioration des conditions de travail et des conditions salariales pour le développement d'un dialogue social efficace.

Recht en Plicht

Vinciane Mortier

c/o ACV-CSC Metea

Tél. : +32 - 2 - 244 99 86

E-mail : vinciane.mortier@acv-csc.be

Langues : à définir

21-09-19-SE

» Le dialogue social dans le secteur de l'éducation

Part 1 :

Katowice / Pologne

10.05. - 12.05.2019

Part 2 :

Cracovie / Pologne

18.10. - 20.10.2019

Le regard sur l'individu et sa formation a changé au cours de ces dernières années ; l'individu n'est plus considéré comme une personne dotée de qualités spécifiques mais comme une personne qui évolue au fil du temps. Le concept d'apprentissage tout au long de la vie est devenu synonyme de ce changement de paradigme. Dans la formation, l'accentuation passe donc de l'enseignement et de l'apprentissage adaptatif à la capacité d'acquisition autonome et de contrôle des connaissances, à la capacité de décision, au développement de mécanismes et aux capacités d'auto-amélioration continue et d'auto-adap-

tation créative. Pour le formateur, cela n'implique pas seulement un changement dans l'enseignement, cela exige également d'adapter en permanence sa propre formation par une formation continue professionnelle. L'objectif des deux groupes de travail de KK NSZZ « Solidarność » qui sont exécutés en collaboration avec la Plate-forme pour l'éducation est de mettre en lumière le rôle des syndicats en tant que (co-)concepteurs de formation continue professionnelle pour les formateurs dans différents pays européens et de déterminer des stratégies d'action pour le futur.

KK NSZZ „Solidarność“ (Komisja Krajowa NSZZ „Solidarność“)

Elżbieta Wielg et Józef Mozolewski

Tél. : +48 – 58 – 308 42 41

E-mail :

e.wielg@solidarnosc.org.pl et zr.podlaskiego@solidarnosc.org.pl

en collaboration avec

PED (Platform for Education)

Langues : en, fr, pl

21-10-19-PF

› Jeunes dirigeants

Lublin / Pologne

13.06. – 16.06.2019

Portugal

09/2019

Un cycle de formation de quatre cours hebdomadaires organisés de manière complémentaire pour les jeunes cadres en Europe doit être proposé. Le contenu des cours est ainsi préparé par des organisations membres d'EZA en collaboration avec des établissements scientifiques. Chaque cours doit permettre de transmettre des compétences pour les dirigeants telles que des styles et des stratégies de management, la direction d'organisations avec des professionnels et des bénévoles, la motivation et la mobilisation, la gestion des relations publiques, la conduite de négociations. Des contenus tels que la direction d'organisations basées sur une échelle de valeur, la transmission de valeurs, la direction dans des organisations de travailleurs en réseau au niveau européen, l'éthique dans la direction sont prévus comme des unités d'enseignement récurrentes dans tous les cours. Il est alors important de transmettre également les différences culturelles et historiques présentes en Europe qui caractérisent chaque dialogue social national. Les deux premiers cours de formation auront lieu durant l'année de formation 2019 et sont réalisés par EDS-FNS et C.F.T.L.

Europejski Dom Spotkań – Fundacja Nowy Staw

Agata Dziubińska-Gawlik

Tél. : +48 – 81 – 534 61 91

E-mail : eds@eds-fundacja.pl

Langues : fr, pl, pt

21-11-19-KU

CFTL (Centro de Formação e Tempos Livres)

João Paulo Branco

Tél. : +351 – 21 – 812 07 20

E-mail : paulo.branco@fcagroup.com

Langues : fr, pl, pt

21-12-19-KU

» Le déclin du mouvement syndical : la seule voie du succès pour les syndicats est d’embrasser l’avenir

Porto / Portugal

08.10. – 10.10.2019

Au cours des trente dernières années, de nombreux syndicats européens enregistrent un recul sensible du nombre de leurs membres. La raison peut-être la plus importante à cela est la mutation industrielle qui a conduit à ce que des secteurs avec un degré d’organisation syndicale élevé (comme, par exemple, le secteur minier) soient sur le déclin et des secteurs marqués par des rapports de travail individualisés soient apparus. Les syndicats ont également des difficultés à convaincre les jeunes de devenir membre, ce qui se reflète dans le fait que la moyenne d’âge des membres de syndicats est plus élevée que celle de l’ensemble de la population active. Enfin, la flexibilisation du marché du travail a conduit à des conditions de travail qui ne peuvent être couvertes par des conventions collectives ou alors seulement difficilement. Avec son séminaire, WOW souhaite apporter des réponses à ces défis et développer des stratégies pour les syndicats sur la manière dont ils peuvent attirer de nouveaux membres car la force d’un syndicat ne se reflète pas seulement dans sa capacité à organiser des grèves, elle réside surtout également dans la taille importante de sa base de membres.

WOW (World Organisation of Workers)

Bjørn van Heusden

Tél. : +32 – 476 94 64 06

E-mail : bavanheusden@wownetwork.be

Langues : de, en, es

21-13-19-SE

22 – L’avenir d’une Europe sociale – socle européen des droits sociaux et d’autres politiques sociales

» Restaurer la confiance des travailleurs en approfondissant la dimension sociale de l’Europe : recommandations pour un suivi du Livre blanc sur l’avenir de l’Europe sociale

Lieu à définir

Date à définir

Avec le Livre blanc sur l’avenir de l’Europe et le document de réflexion qui a suivi concernant la dimension sociale de l’Europe, l’Union européenne a pour objectif de regagner la confiance des citoyens dans le projet européen. Des sondages, des études et des statistiques récents montrent que de nombreux travailleurs n’ont aujourd’hui pas conscience de l’importance du dialogue social européen, plus de 30 ans après son lancement par Jacques Delors. Avec son projet, *Beweging.academie* souhaite indiquer clairement aux travailleurs l’importance d’un approfondissement de la dimension sociale de l’Union européenne et d’un renforcement du dialogue social. La présidence de Jean-Claude Juncker doit être évaluée eu égard à ces deux aspects. Par ailleurs, durant le séminaire, des propositions doivent être élaborées pour l’avenir afin de déterminer les standards minimum qui devraient être respectés pour l’approfondissement de la dimension sociale et les droits sociaux qui devraient être harmonisés.

Beweging.academie

Sofie Put

Tél. : +32 – 2 – 246 37 31

E-mail : sofie.put@beweging.net

Langues : en, es, fr

22-02-19-SE

› Le rôle des organisations et représentants des travailleurs dans le développement et la consolidation de la dimension sociale de l'Europe

Bruxelles / Belgique

08.10. – 09.10.2019

Depuis la crise de 2008, les partenaires sociaux et le dialogue social sont sous pression. Le dumping social a considérablement miné la confiance des travailleurs dans le projet européen. Le droit du travail s'est dégradé dans certains des pays particulièrement affectés par la crise et a été transformé par une législation relative à la protection des travailleurs en une série de lois qui permettent le travail précaire, des heures supplémentaires illimitées, des emplois incertains et toujours plus de contrats de travail atypiques et une indépendance de façade. Le projet de BIE Int. souhaite rassembler des représentants du dialogue social national et européen issus des secteurs suivants : industrie de la construction et du bois, énergie, graphisme et emballage. L'objectif est de permettre un dialogue sur le futur de la protection sociale, le développement social, la lutte contre le dumping social ainsi que sur le rétablissement et le renforcement du dialogue social au sein de l'UE.

BIE Int. (Bouw-Industrie & Energie International)

Tom Deleu et Jan Franco

Tél. : +32 - 2 - 285 02 32 (T. Deleu)

Tél. : +32 - 2 - 285 02 59 (J. Franco)

E-mail : tom.deleu@acv-csc.be et jan.franco@acv-csc.be

Langues : en, es, fr, it, nl, pl

22-03-19-SE

› Le socle européen des droits sociaux – évolution et suivi

Mamaia / Roumanie

23.09. – 26.09.2019

Le Socle européen des droits sociaux fait partie des efforts de la Commission européenne visant à approfondir la dimension sociale de l'UE. Avec son séminaire, Cartel Alfa souhaite effectuer une première évaluation de la mise en œuvre du Socle européen des droits sociaux dans différents États membres en tenant compte des aspects suivants : l'avenir du travail, l'insertion de groupes particulièrement défavorisés sur le marché du travail, la qualité des emplois, l'alignement du départ effectif à la retraite sur l'âge légal de la retraite, la prévention du dumping social en lien avec la mobilité professionnelle, la nécessité d'investissements sociaux et d'un niveau de protection sociale obligatoire.

CNS „Cartel Alfa“ / F.N.CORESİ (Confederația Națională Sindicală „Cartel Alfa“ / Fundația Națională CORESİ)

Cecilia Gostin

Tél. : +40 - 21 - 539 53 00

E-mail : def3@cartel-alfa.ro

Langues : en, fr, ro et autres

22-04-19-SE

)] Le socle européen des droits sociaux – mise en œuvre et propositions pour les organisations de travailleurs

Vilnius / Lituanie

09.05. – 11.05.2019

Le projet de LPS „Solidarumas“ doit également permettre d'évaluer la mise en œuvre actuelle du Socle européen des droits sociaux sous l'angle des organisations de travailleurs et d'ainsi surtout répondre aux questions suivantes : quelles autres étapes entreprennent la Commission européenne et les États membres pour la mise en œuvre du Socle européen et pour l'approfondissement de la dimension sociale de l'UE ? Comment promouvoir l'emploi et l'égalité des chances pour les femmes et les hommes sur le marché du travail ? Comment peut-on garantir des conditions de travail justes et un salaire minimal suffisant pour vivre ? Comment peut-on améliorer la sécurité et la protection de la santé sur le lieu de travail ainsi que la sécurité sociale ? Quels rôles jouent les partenaires sociaux et quelle importance auront les négociations collectives dans le futur ?

LPS „Solidarumas“ (Lietuvos Profesinè Sajunga „Solidarumas“)

Kristina Krupavičienė

Tél. : +370 - 5 - 262 17 43

E-mail : kristinalpss@hotmail.com

Langues : de, en, lt, pl

22-05-19-SE

)] L'Europe de demain : cinq scénarios pour notre avenir

Riva del Garda / Italie

18.10. – 20.10.2019

Au point de départ du séminaire d'UNAIE, on retrouve les cinq scénarios possibles que le Président Juncker a mis sur pied dans le Livre blanc sur l'avenir de l'Europe (S'inscrire dans la continuité – Rien d'au-

tre que le marché unique – Ceux qui veulent plus font plus – Faire moins mais de manière plus efficace – Faire beaucoup plus ensemble). Le processus de décision qui conduira à la mise en œuvre d'une de ces cinq options doit être débattu et il convient d'examiner quels effets auront les scénarios sur le projet d'Europe sociale et la vie des citoyens et des travailleurs. Il faut accorder une attention particulière aux conséquences pour la vie et les droits des travailleurs immigrés. Malgré diverses améliorations pour les travailleurs qui vivent et travaillent dans un autre pays européen, il reste encore beaucoup à faire avant de créer un système totalement intégré qui englobe les contrats de travail, les pensions de retraite, les prestations sociales, les impôts, les coûts de main d'œuvre et un marché du travail européen homogène. Le séminaire doit créer un forum pour le dialogue et la discussion durant lequel des représentants d'organisations de travailleurs peuvent concevoir des stratégies pour une amélioration de la situation des travailleurs immigrés.

UNAIE (Unione Nazionale delle Associazioni degli Immigrati ed Emigrati)

Alberto Tafner et Francesco Bocchetti

Tél. : +39 – 0461 – 23 43 79

E-mail : info@trentininelmondo.it

Langues : de, en, fr, it, pt et autres

22-06-19-SE

› Le rôle des organisations de travailleurs dans la mise en œuvre du socle européen des droits sociaux, de l'égalité des chances, de l'accès au marché de l'emploi et de l'avenir d'une Europe sociale

Madrid / Espagne

22.10. – 24.10.2019

Les organisations de travailleurs en Europe se trouvent aujourd'hui confrontées à de grands défis très divers. Dans les États membres de l'UE les plus affectés par la crise économique et financière depuis 2008, les réductions budgétaires ont conduit à des coupes dans les systèmes de sécurité sociale qui touchent particulièrement les travailleurs. À cause de la mondialisation et de la pression concurrentielle qui en résultent, les conditions de travail se sont dégradées dans de nombreux secteurs. L'objectif du séminaire d'USO est de montrer comment les organisations de travailleurs peuvent participer à la mise en œuvre du Socle européen des droits sociaux, notamment par l'instauration de l'égalité des chances et par un meilleur accès au marché du travail en

introduisant des propositions et des stratégies pour le développement de conditions de travail plus justes, d'une meilleure protection sociale et d'une meilleure inclusion sociale. Il convient également de montrer comment des organisations de travailleurs en Europe peuvent renforcer leur collaboration et leur attachement conjoint aux droits des travailleurs.

USO – CCFAS (Unión Sindical Obrera – Centro Confederal de Formación y Acción Social)

Dulce María Moreno Hernández

Tél. : +34 – 91 – 308 25 86

E-mail : dulce.moreno@uso.es

Langues : en, es, pt et autres

22-07-19-SE

Europe 2019 : les défis sociaux et politiques pour la gouvernance européenne à venir

Bruxelles / Belgique

06/2019 ou 07/2019

Avec son séminaire qui doit avoir lieu un mois après les élections au Parlement européen, [Beweging.academie](http://beweging.academie) souhaite analyser les initiatives sociopolitiques de la présidence de Jean-Claude Juncker et tenir notamment compte du Socle européen des droits sociaux et du développement du dialogue social. Diverses politiques sociales dans les différents États membres doivent être comparées entre elles et les bonnes pratiques doivent être exposées. La question de la subsidiarité doit également être examinée : pour quels domaines / sous-thèmes une politique de convergence est-elle optimale ? Pour quels domaines / sous-thèmes une politique d'harmonisation est-elle la meilleure solution ? Quels droits sociaux devraient être mis en œuvre dans les mesures législatives et quel devrait être leur contenu ? L'objectif est d'élaborer des recommandations qui peuvent être soumises par les organisations de travailleurs au nouveau Parlement européen et à la nouvelle Commission européenne.

Beweging.academie

Sofie Put

Tél. : +32 – 2 – 246 37 31

E-mail : sofie.put@beweging.net

Langues : de, en, fr, it et autres

22-08-19-SE

)] Une vision commune pour le « socle européen des droits sociaux » ? Protection sociale et inclusion sociale

Porto / Portugal

02.10. – 05.10.2019

Après la proclamation du Socle européen des droits sociaux lors du Sommet social de Göteborg en novembre 2017, GEPO a décidé d'accompagner sa mise en œuvre lors de ses séminaires. Étant donné que dans le projet de la dernière année éducative, les « conditions de travail équitables » (chapitre II, points 5 à 9) étaient centrales, ce séminaire doit permettre d'élaborer des critères que les organisations de travailleurs peuvent introduire dans le processus de la mise en œuvre du Socle européen des droits sociaux concernant la « protection sociale et l'inclusion sociale » (chapitre III, points 12 à 15) et qui sont également importants pour le dialogue social. Il convient notamment de traiter des questions qui concernent la protection sociale, les prestations de chômage, le revenu minimal et la retraite.

GEPO (Groupe Européen de Pastorale Ouvrière)

Pontien Kabongo

Tél. : 00 32 – 81 81 12 60

E-mail : pontien.kabongo@cefoc.be

Langues : de, en, fr, pt

22-09-19-SE

)] Le développement du dialogue social dans le contexte d'initiatives de politique sociale européennes : bilan et perspectives dans l'Europe de l'année 2019

Lieu à définir

Date à définir

L'approfondissement de la dimension sociale de l'Union européenne et le « rétablissement » du dialogue social européen étaient des axes principaux affirmés de la Commission européenne du Président Jean-Claude Juncker au cours des cinq dernières années. En témoignent de nombreuses stratégies telles que le programme pour l'Emploi, la Croissance, l'Équité et le Changement démocratique, le Socle européen des droits sociaux et le Livre blanc sur l'avenir de l'Europe avec le document de réflexion consécutif relatif à la dimension sociale de l'Europe. L'un des objectifs du séminaire d'EZA est d'examiner l'état actuel de la mise en œuvre de ces initiatives dans les différents États membres. Par ailleurs, face à de grands défis tels que la mondialisation, les migrations

et le changement démographique, il convient d'analyser le besoin d'autres éclairages sociopolitiques dans les prochaines années et d'ainsi étudier les conditions cadres pour le développement ultérieur du dialogue social. Des stratégies doivent être élaborées pour les organisations de travailleurs afin de savoir comment elles peuvent prendre part au dialogue social et à une cogestion de programmes sociopolitiques.

EZA (Europäisches Zentrum für Arbeitnehmerfragen)

Sigrid Schraml

Tél. : +49 - 22 23 - 29 98 - 0

E-mail : eza@eza.org

Langues : de, en et autres

22-10-19-SE

23 – L’avenir du travail – évolution des relations de travail

» Perturbation sur le marché du travail et l’avenir du travail dans « l’économie ni col bleu ni col blanc » : défis politiques pour la protection sociale et la formation, l’acquisition de compétences dans l’UE

Séville / Espagne

18.10. – 20.10.2019

La force des syndicats, et donc également du dialogue social, n’est jamais aussi visible que dans leur représentativité parmi les travailleurs. À une époque où de plus en plus de personnes travaillent en indépendant, sur la base de projets et de commandes ou via des plate-formes, la relation traditionnelle employeur/salarié n’est plus prédominante, ce qui exerce une pression sur la représentativité des syndicats et sur un dialogue social vivant. Les moteurs de ces changements qui doivent être débattus au cours de ce projet sont les suivants : (1) l’augmentation massive des robots, de l’intelligence artificielle et des systèmes informatiques cognitifs ; (2) des emplois et des tâches qui sont susceptibles d’être automatisés ; (3) la diversité, la mutation démographique et propre à chaque génération ; (4) l’augmentation spectaculaire du travail non standardisé dans l’économie de plate-forme indépendante, fondée sur des commandes. Sur la base de ces quatre moteurs de distorsion du marché du travail, le projet s’emploiera à formuler des solutions pour quatre défis essentiels concernant le futur du travail : (1) accès équitable au travail : comment peut-on créer un environnement social sûr et offrir une protection sociale raisonnable aux travailleurs de l’économie de plate-forme indépendante fondée sur des commandes ? ; (2) lutte contre les inégalités dans l’économie bipolaire : comment peut-on assurer des rémunérations plus élevées dans un secteur à bas salaires peu qualifié et lutter contre les inégalités croissantes ? ; (3) aptitude à la survie : comment peut-on garantir l’apprentissage tout au long de la vie pour les travailleurs et adapter nos systèmes de formation au futur du travail ? ; (4) mobilité professionnelle : comment peut-on garantir une concurrence loyale dans une économie dominée par l’emploi de plate-forme indépendant fondé sur des commandes ?

CEAT (Centro Español para Asuntos de los Trabajadores)

David Cervera Olivares

Tél. : +34 – 648 16 48 87

E-mail : asociacionceat@gmail.com

Langues : de, en, es, fr

23-01-19-SE

)] Distribution de la prospérité et du pouvoir : plus de démocratie sur le lieu de travail

Porto / Portugal

02/2020

À l'époque de la crise financière et de la crise des dettes souveraines, le dialogue social et les négociations collectives au Portugal et dans d'autres pays particulièrement touchés ont été affaiblis et des modifications dans le droit du travail ont été opérées en faveur des travailleurs. L'objectif de ce projet est d'évaluer dans quelle mesure le dialogue social peut provoquer une redistribution de la richesse et du pouvoir en faveur des couches de la population les plus pauvres, après avoir surmonté la crise et dans le contexte d'un essor économique ayant commencé en 2016. Le projet traitera notamment des négociations collectives et de la participation démocratique des travailleurs à la gestion des entreprises. CFTL prévoit de développer, avec des partenaires d'autres pays européens qui ont des expériences comparables, des approches communes afin d'inverser les changements dans le droit du travail et de renforcer à nouveau les droits sociaux, par exemple via la valorisation du travail, la prévention de l'appauvrissement des travailleurs et la suppression des restrictions concernant la participation des travailleurs. Le Socle européen des droits sociaux servira de cadre de référence pour ces discussions. Par ailleurs, des mesures préventives doivent être débattues pour éviter de nouvelles crises et promouvoir des stratégies pour une meilleure répartition des richesses et du pouvoir dans les sociétés européennes.

CFTL (Centro de Formação e Tempos Livres)

João Paulo Branco

Tél. : +351 – 21 – 812 07 20

E-mail : paulo.branco@fcagroup.com

Langues : en, es, fr, pt

23-02-19-SE

› Travail numérique : entre le désir d'auto-détermination et le besoin de dispositions statutaires et de réglementations légales du travail

Bruxelles / Belgique

10.10. – 13.10.2019

La numérisation du travail entraîne la création de nouvelles formes d'emploi, de nouveaux secteurs et de nouvelles cultures de travail. Elle modifie les modèles de gestion et les méthodes de fabrication. Les représentants de travailleurs, les syndicats et le droit du travail sont souvent considérés comme démodés et inutiles pour les travailleurs de ces nouveaux secteurs économiques et nouvelles formes d'emploi. Dans le cadre de ce projet, le MTCE souhaite explorer les raisons de cette méfiance vis-à-vis des représentants de travailleurs, des syndicats et de la législation du travail et élaborer des stratégies pour instaurer à nouveau un sentiment de représentation des intérêts parmi les travailleurs dans les nouveaux secteurs et les nouvelles formes de travail. Il convient de procéder à une analyse pour savoir quelles réglementations et lois relatives au travail doivent être actualisées et adaptées au nouveau monde du travail et des propositions doivent être formulées pour adapter la gestion en entreprise et la représentation des travailleurs.

ECWM – EBCA – MTCE (European Christian Workers Movement)

Petr Koutný

Tél. : +420 – 731 – 16 68 14

E-mail : president@mtceurope.org

Langues : de, en, es et autres

23-03-19-SE

› La quatrième révolution industrielle et la nécessité d'améliorer la représentation des salariés – de nouvelles formes d'emploi et des défis pour les syndicats européens

Limassol / Chypre

15.05. – 17.05.2019

L'objectif global du projet est de discuter des marges de manœuvre pour les partenaires sociaux dans la conception de la quatrième révolution industrielle et de renforcer leurs capacités et leur responsabilité pour l'amélioration de la représentation des travailleurs face aux nouveaux défis. Des experts et des leaders syndicaux sont invités à parti-

ciper à des débats sur le besoin de formation et de reconversion eu égard aux nouvelles formes d'emploi. Le séminaire doit servir de forum pour l'échange concernant les bonnes pratiques et les initiatives syndicales qui ont échoué ainsi que sur les mesures qui ont été appliquées dans différents pays européens. Il renforcera l'aptitude des participants à mener un dialogue social efficace concernant la quatrième révolution industrielle. De plus, il convient d'aborder la nécessité d'une meilleure représentation des travailleurs et les opportunités que les nouvelles formes d'emploi offrent pour les travailleurs, ainsi que les défis qui en résultent pour la protection et le bien-être des travailleurs et auxquels les organisations de travailleurs doivent se confronter.

KIKEA-DEOK (Cypriot Institute of Training/Education and Employment (KIKEA) – DEOK)

Constantinos Eleftheriou

Tél. : +357 – 22 – 21 03 60

E-mail : constantinos@deok.org.cy

Langues : el, en et autres

23-04-19-SE

Équité : développement de nouvelles formes de travail, travail indépendant et protection sociale dans les pays de l'UE

Jurmala / Lituanie

23.05. – 25.05.2019

Le 13 mars 2018, la Commission européenne a présenté des propositions pour supprimer les obstacles à la justice sociale dans deux domaines : 1) libre circulation des travailleurs entre les États membres de l'UE par la proposition de création d'une Autorité européenne du travail et 2) accès effectif à la protection sociale pour les travailleurs des nouvelles formes de travail et pour les indépendants. Ces points occupent une très bonne place sur l'agenda politique des États baltes en raison de la faible protection sociale dans la région. La recherche de solutions et d'innovations relatives à la qualité du travail et à l'équité pour les travailleurs occupe une place centrale dans ce séminaire. Les principaux objectifs sont : 1) l'analyse contextuelle de la protection sociale dans les nouvelles formes de travail et leurs interdépendances dans différents pays de l'UE ; 2) la synthèse et l'analyse comparative des problèmes persistants qui nuisent à la justice sociale et l'échange d'expériences entre des pays présentant des conditions différentes ; 3) la présentation d'exemples positifs tirés de pays de l'UE qui ont développé des innovations en politique du marché du travail, y compris des exemples simples de protection sociale pour lutter contre les inégalités.

LKrA (Latvijas Kristīga Akadēmija)
Skaidrīte Gūtmane
Tél. : +371 – 6 – 775 33 60
E-mail : rektore@kra.lv

Langues : en, lv

23-05-19-SE

Comment les syndicats peuvent-ils assurer un travail décent et la protection de l'emploi : faire face à l'insécurité croissante du marché du travail

Sofia / Bulgarie

29.08. – 31.08.2019

Actuellement, les stratégies et les politiques syndicales traditionnelles sont fondamentalement remises en question par la mutation du monde du travail, notamment par la fragmentation croissante d'unités économiques et le nombre croissant de personnes qui n'ont plus de poste ni d'employeur clairement défini. Par ailleurs, la pauvreté persistante et la (nouvelle) insécurité sur le marché du travail dans l'UE ne constituent pas un problème provoqué par des restrictions de moyens mais sont plutôt une question de répartition des richesses. Cette insécurité se développe en raison de la flexibilité croissante qui est imposée aux travailleurs et de l'emploi précaire. La propagation à grande échelle des emplois incertains de faible qualité, en association avec de faibles salaires, accroît nettement le risque de pauvreté des travailleurs. Il est, par conséquent, absolument nécessaire de réorienter les politiques publiques en faveur d'emplois dignes afin de parvenir à la justice sociale et à la prospérité sur le long terme pour tous. Dans ce sens, le projet de formation continue poursuit trois objectifs apparentés. Le premier objectif est de proposer une plate-forme d'échange et d'œuvrer pour plus de sécurité et de protection du travail, ce qui doit accroître la pression sur la politique pour procéder à des modifications concernant les mesures gouvernementales dans le domaine des lois sur la protection de l'emploi et pour miser sur des politiques actives en matière de marché du travail. Le deuxième objectif est d'obtenir des connaissances pratiques relatives aux nouveaux instruments syndicaux afin de se pencher sur les nouvelles formes de travail, y compris concernant le système de rémunération et de prestation, les conditions de travail, la protection de la santé et du travail, l'accès à l'apprentissage tout au long de la vie et les perspectives de carrière. Le troisième objectif est de déterminer des mesures et des politiques qui sont spécialement axées sur la réduction de la précarité de l'emploi. Avec le présent projet, PODKREPA prévoit d'obtenir une compréhension globale de la pré-

carité de l'emploi en traitant ses dimensions sociales et personnelles. De plus, des mécanismes doivent être proposés pour les syndicats afin de protéger toutes les formes d'emploi en tenant particulièrement compte de la santé et du bien-être des travailleurs, de la non-discrimination, de l'application stricte du droit du travail en lien avec le dialogue social et la pratique du partenariat social.

PODKREPA (Confederation of Labour PODKREPA)

Veselin Mitov

Tél. : 00 359 – 2 – 987 98 87

E-mail : vesko@podkrepa.org

Langues : bg, de, en, fr

23-06-19-SE

24 – Sécurité et santé au travail

› Sécurité et santé au travail

Bratislava / Slovaquie

13.06. – 15.06.2019

Au cours de ces dernières décennies, des changements importants se sont manifestés dans le monde du travail et ont entraîné de nouveaux défis par rapport à la santé et à la sécurité des travailleurs sur le lieu de travail. Outre les risques physiques, biologiques et chimiques, ces modifications ont également entraîné des risques psychosociaux qui dépendent de la façon dont le travail est aménagé, organisé et géré. Jusqu'à présent, ces risques n'existaient pas et ils sont déclenchés par de nouveaux processus (comme l'automatisation, par exemple), les nouvelles technologies (par la numérisation et l'intelligence artificielle), les nouvelles formes de travail et les nouveaux emplois. Ils augmentent dans des secteurs tels que la santé, la police, les communes et toutes les formes de travail social. L'objectif du séminaire d'EUROFEDOP est d'analyser la sécurité et la protection de la santé sur le lieu de travail dans les neuf secteurs représentés chez EUROFEDOP et d'élaborer des recommandations pour les organisations de travailleurs sur la manière dont elles peuvent exprimer leurs inquiétudes auprès des décideurs de l'Union européenne.

EUROFEDOP (Europese Federatie van het Overheidspersoneel)

Bert van Caelenberg

Tél. : +32 – 2 – 230 38 65

E-mail : bert.vancaelenberg@eurofedop.org

Langues : de, en, fr, sk et autres

24-01-19-SE

› Sécurité et santé au travail dans l'agriculture : la protection des travailleurs dans les politiques de l'UE

Bari / Italie

09/2019

Dans l'agriculture, le nombre d'accidents de travail, y compris des accidents mortels, a augmenté ces dernières années. L'une des raisons à cela est que de nombreuses entreprises reculent devant l'investissement dans des mesures de prévention des accidents et de protection au

travail et le manque de dialogue social ainsi que l'absence ou la faiblesse des structures de cogestion conduisent à ce que les entrepreneurs donnent la priorité à la productivité. De plus, il existe face à ces risques croissants un manque cruel de programmes de formation adéquats pour les travailleurs dans l'agriculture. Avec son séminaire, FEDER.AGRI. souhaite étudier la situation en matière de risques et d'accidents dans les entreprises agricoles de différents pays européens et mettre sur la table la mise en œuvre et le contrôle des standards relatifs à la sécurité. L'objectif est de donner aux représentants des travailleurs de l'agriculture des stratégies sur la manière dont ils peuvent s'engager pour une cogestion plus efficace, une mise en œuvre des dispositions existantes concernant la sécurité et la santé et pour davantage de meilleures mesures de formation eu égard au respect des standards relatifs à la sécurité et à la prévention des accidents.

FEDER.AGRI. (Federazione Nazionale per lo Sviluppo dell'Agricoltura)

Alfonso Luzzi

Tél. : +39 – 06 – 700 56 10

E-mail : feder.agri@mcI.it

Langues : de, en, es, it

24-02-19-SE

› Sécurité et santé au travail : comment la direction approche cette question et quelle est l'importance d'une bonne direction ?

Chypre

29.01. – 31.01.2020

De nos jours, un bon salaire n'est plus la seule référence pour de plus en plus de collaborateurs. Les individus attendent de leur travail bien davantage que simplement une bonne rémunération. Ils sont également à la recherche d'un accomplissement et veulent être respectés, reconnus et appréciés. En revanche, les collaborateurs qui se demandent chaque jour si ce jour sera leur dernier dans l'entreprise ou qui pensent à ce qu'ils pourraient avoir fait de mal cette fois ne travaillent pas de manière productive. Ces réflexions montrent l'importance d'une bonne gestion d'entreprise pour accroître la motivation des travailleurs et prévenir le stress sur le lieu de travail. Avec son séminaire, Krifa a pour but d'étudier différents styles de gestion d'entreprise eu égard aux facteurs de stress. L'une des priorités porte en effet sur la question de savoir ce que les organisations de travailleurs peuvent faire pour garantir que la flexibilisation croissante des emplois n'ait pas de répercussions négatives sur les travailleurs en raison d'une augmentation des facteurs de stress.

Krifa (Kristelig Fagbevægelse)

Rolf Weber et Søren Fibiger Olesen

Tél. : +45 – 72 27 – 71 53

E-mail : row@krifa.dk (Rolf Weber) et sfo@krifa.dk (Søren Fibiger Olesen)

Langues : de, en, es

24-03-19-SE

)] Sécurité et santé au travail : développer la santé et la sécurité au travail dans différents secteurs industriels par la présentation de résultats et l'expérience de projets ciblés pertinents

Budapest / Hongrie

16.05. – 17.05.2019

Dans certains pays européens, le nombre d'accidents au travail a de nouveau augmenté ces dernières années, notamment dans l'industrie manufacturière, dans la construction, dans le commerce, dans le stockage et la logistique. Les raisons à cela résident dans le manque ou le mauvais fonctionnement des installations de sécurité qui protègent contre les risques mécaniques, dans le manque ou la non-utilisation d'équipement de sécurité individuel et dans le manque de formation des collaborateurs aux exigences en matière de sécurité au travail. La pression psychologique (notamment la pression du rendement) revêt une très grande importance dans les causes de ces accidents du travail. L'objectif du séminaire de MOSZ est d'analyser les expériences des organisations de travailleurs participantes avec des projets relatifs à l'amélioration des conditions de santé et de sécurité sur le lieu de travail et d'identifier les bonnes pratiques. Des pistes d'action pour la participation à des projets avec les gouvernements des États membres, les institutions de l'Union européenne et les employeurs doivent être élaborées.

MOSZ (Munkástanácsok Országos Szövetsége)

Anita Diana Rácz et Imre Palkovics

Tél. : +36 – 1 – 275 14 45

E-mail : international@munkastanacsok.hu

Langues : en, hu et autres

24-04-19-SE

› Numérisation et stress psychologique sur le lieu de travail : un aspect négligé du dialogue social ?

Herzogenrath / Allemagne

11.12. – 13.12.2019

Pour les employés d'une entreprise, l'introduction de technologies numériques pourrait être synonyme de réduction de la charge de travail mais les conditions de travail ont changé ces cinq dernières années, notamment en allant vers une intensité de travail croissante. Celle-ci a des effets directement néfastes tels que la fatigue, la monotonie, la vigilance réduite, le stress mais elle entraîne également des problèmes de santé sur le long terme tels que des douleurs psychosomatiques générales (troubles cardiaques ou maux de tête), une sensation d'épuisement (burnout) et des absences, la rotation du personnel et la retraite anticipée. Avec son séminaire, NBH envisage de démontrer ces évolutions et d'ainsi traiter également la question de savoir si la numérisation et l'augmentation du stress afférente engendrent également un nombre plus important de cas de harcèlement et de conflits. Tous les représentants de travailleurs participants au séminaire doivent se voir proposer un outil visant à permettre une prévention sanitaire efficace dans les entreprises.

NBH (Nell-Breuning-Haus)

Rainer Rißmayer

Tél. : +49 – 24 06 – 95 58 – 18

E-mail : rainer.rissmayer@nbh.de

Langues : de, en, fr, lt

24-05-19-SE

› Gestion des risques psychosociaux dans l'environnement de travail

Lublin / Pologne

24.10. – 27.10.2019

D'après une enquête réalisée par des chercheurs polonais, seulement 30% des dirigeants d'entreprise en Europe ont introduit une gestion des risques pour la prévention des risques sanitaires sur le lieu de travail dans leur entreprise. La prévention des risques psychosociaux, qui occupent déjà la seconde position dans les causes de jours de maladie, est considérée par les responsables comme plus difficile que la prévention des risques d'accidents physiques. Comme le montre une enquête de l'Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail, il existe, de plus, de grandes disparités en Europe : alors que la préven-

tion des risques psychosociaux est déjà la norme en Europe du Nord, elle fait souvent défaut dans les entreprises d'Europe centrale et d'Europe de l'Est. Avec son séminaire, EDS-FNS a pour objectif de démontrer les bonnes pratiques d'une prévention des risques psychosociaux réussie dans les entreprises et de discuter des missions et de la responsabilité des représentants des employeurs et des travailleurs ainsi que de l'importance du dialogue social pour ce thème.

Europejski Dom Spotkań – Fundacja Nowy Staw

Agata Dziubińska-Gawlik

Tél. : +48 – 81 – 534 61 91

E-mail : eds@eds-fundacja.pl

Langues : en, es, pl et autres

24-06-19-SE

» Politique de santé – une alternative ou une condition sine qua non pour un marché du travail stable ?

Varsovie / Pologne

19.09. – 21.09.2019

Dans une société vieillissante, la politique en matière de santé revêt un rôle toujours plus important, même à l'égard du marché du travail. Dans ce contexte, la santé ne peut plus être simplement définie comme l'absence de maladie, elle doit englober le bien-être physique, mental et social total. La prévention des risques pour la santé, y compris sur le lieu de travail, a donc une importance de plus en plus grande. Les investissements dans la santé sont payants sur le long terme pour chaque travailleur, pour l'entreprise et la société dans son ensemble. L'objectif du projet de KK NSZZ « Solidarność » est la détermination de champs de compétences pour les syndicats dans la co-conception d'une politique de santé.

KK NSZZ „Solidarność“ (Komisja Krajowa NSZZ „Solidarność“)

Elżbieta Wielg et Józef Mozolewski

Tél. : +48 – 58 – 308 42 41

E-mail :

e.wielg@solidarnosc.org.pl et zr.podlaskiego@solidarnosc.org.pl

Langues : de, en, fr, pl

24-07-19-SE

Groupe de thèmes 3

Quels facteurs de la vie professionnelle influencent la qualité de vie des travailleurs ?

31 – La contribution des organisations de travailleurs à la justice sociale en Europe

» Une Europe sociale et une Europe du travail, la contribution des organisations de travailleurs

Paris / France

14.05. – 16.05.2019

L'Europe se trouve confrontée à de grands défis parmi lesquels se trouvent la transformation diversifiée et rapide du monde du travail, entre autres marquée par l'évolution spectaculaire de l'intelligence artificielle et de la numérisation, ainsi que les changements nécessaires dans les systèmes sociaux de l'Union européenne, y compris dans le contexte de la mutation démographique. L'objectif du séminaire d'ACLI est d'analyser la mise en œuvre du Socle européen des droits sociaux et d'élaborer des stratégies pour les organisations de travailleurs concernant la manière dont elles peuvent obtenir et/ou renforcer les droits des travailleurs et la protection sociale vis-à-vis des deux évolutions mentionnées. Il convient également ainsi de contribuer au renforcement de la dimension sociale de l'UE car le travail et la prospérité sont des priorités importantes pour l'Europe de demain.

ACLI – ENAIP (Associazioni Cristiane Lavoratori Italiani – Ente Nazionale ACLI Istruzione Professionale)

Matteo Bracciali et Clara Pozzi

Tél. : +39 – 06 – 584 05 96

E-mail : matteo.bracciali@acli.it et clara.pozzi@acli.it

Langues : en, fr, it et autres

31-01-19-SE

» Les stéréotypes de genre dans la vie professionnelle – les pièges de l’empreinte des rôles

Nalles / Italie

13.09. – 14.09.2019

Sur la base des développements qui ont eu lieu depuis le début du troisième millénaire, ce séminaire de formation européen essaiera de décrire la situation actuelle eu égard aux stéréotypes de genres dans le

monde du travail. Deux questions seront au centre du projet : quels modèles spécifiques aux genres caractérisent le monde du travail dans différents pays européens ? Et comment réussit-on à mettre en œuvre l'égalité entre les femmes et les hommes sur le lieu de travail ? Le séminaire est propice à un échange d'opinions entre les représentants d'organisations de travailleurs pour progresser dans la mise en œuvre de stratégies pour l'égalité entre les hommes et les femmes et le travail intense des organisations de travailleurs. Ce séminaire mettra également ces questions en lumière eu égard à la numérisation du monde du travail. Il convient de débattre de la manière dont les organisations de travailleurs peuvent garantir que les avantages de la numérisation ne continueront pas à approfondir le fossé entre les sexes. AFB souhaite, en collaboration avec la Plate-forme internationale d'EZA pour l'égalité des chances (PIEC), intégrer les conclusions de cette formation dans des plans d'action à l'échelle nationale, dans différentes formations continues relatives au dialogue social et dans des programmes de colloques locaux et nationaux d'organisations de travailleurs.

AFB (Arbeiter-, Freizeit- und Bildungsverein)

Heidi Rabensteiner

Tél. : +39 - 0471 - 25 41 99

E-mail : info@afb.bz

en collaboration avec

PIEC (Plate-forme internationale pour l'égalité des chances)

Langues : de, en, it

31-02-19-PF

Les facteurs de la vie professionnelle qui ont une incidence sur la qualité de vie des travailleurs

Marseille / France

05.11. - 08.11.2019

Les accords des partenaires sociaux en France sur la « Qualité de vie sur le lieu de travail » traitent de deux questions principales : la compatibilité de la vie privée et de la vie professionnelle et la prévention sanitaire avec des mesures visant à empêcher les risques psychosociaux. Pour continuer à développer son point de vue concernant ce thème, la CFTC souhaite, dans le cadre de cette activité de formation, apprendre des expériences et des mesures issues de différents États membres européens. Les organisations de travailleurs françaises demanderont notamment aux intervenants et aux représentants de travailleurs de

s'exprimer sur d'autres facteurs qui ont des effets déterminants sur la qualité de vie sur le lieu de travail tels que la mobilité professionnelle choisie ou imposée, la taille de l'entreprise, la fonction et les activités exercées, la répartition du temps de travail, etc. Des tables rondes thématiques relatives à ces différents aspects doivent avoir lieu pour trouver des solutions ensemble de manière à ce que les travailleurs européens puissent profiter de la même qualité de vie sur leur lieu de travail.

CFTC (Confédération Française des Travailleurs Chrétiens)

Joseph Thouvenel

Tél. : +33 - 1 - 73 30 49 17

E-mail : jthouvenel@cftc.fr

Langues : en, fr et autres

31-03-19-SE

» 60 années de coordination de la sécurité sociale dans une perspective travailleurs

Louvain / Belgique

16.05. – 17.05.2019

En 2019, les dispositions communes relatives à la coordination des systèmes de sécurité sociale fêtent leurs 60 ans d'existence. Cet anniversaire donne l'occasion de discuter du contexte historique, du résultat de la révision des règles de coordination ainsi que des défis à relever sans laisser de côté la forte dimension sociale des règles actuelles. C'est l'occasion pour les organisations de travailleurs d'évaluer les développements dans ce domaine grâce à l'analyse d'experts économiques et sociaux. Les représentants de travailleurs analyseront surtout les (petits) écarts qui existent dans la protection sociale entre les travailleurs mobiles et ceux qui n'ont jamais été employés dans un autre État membre (les dispositions ne s'appliquent pas, par exemple, à l'aide sociale). De plus, il est possible que certains principes centraux des dispositions relatives à la coordination soient mis sous pression suite aux débats politiques actuels qui se fixent avec force sur les conséquences négatives de la migration (sans faire alors la différence entre les migrations au sein de l'UE et celles provenant d'États tiers) ainsi que sur les inquiétudes quant au « dumping social » et au « tourisme social ». Grâce à cette mesure de formation, HIVA envisage d'habiliter les organisations de travailleurs à influencer les débats politiques dans leur pays respectif avec une analyse claire du statu quo actuel, la révision et les défis persistants pour la protection des travailleurs.

HIVA – Onderzoeksinstituut voor Arbeid en Samenleving

Hubert Cossey et Nancy Vertongen

Tél. : +32 – 16 – 32 33 39 (Cossey)

Tél. : +32 – 16 – 32 33 70 (Vertongen)

E-mail : hubert.cossey@kuleuven.be et nancy.vertongen@kuleuven.be

Langues : de, en, fr

31-04-19-SE

)] Précarité et inégalité dans le monde du travail et la protection sociale pour tous

Lisbonne / Portugal

10.10. – 13.10.2019

Dans ce projet, trois tendances interdépendantes qui concernent les organisations de travailleurs sont identifiées : les inégalités croissantes sous la forme d'écart salariaux dans l'entreprise, au sein des pays et au sein de l'Union européenne, le manque persistant de protection sociale et les conditions de travail précaires qui continuent à se propager. Grâce à la présentation des réalités du travail et de la vie des travailleurs et de leurs familles par des travailleurs qui sont concernés par ces tendances, les participants sont invités à procéder à une analyse commune des causes et à développer des propositions de solution. Cela permettra une définition commune des défis ainsi que la formulation d'idées qui doivent être mises en œuvre par les organisations de travailleurs et qui doivent donner des suggestions pour le dialogue social.

LOC/MTC (Liga Operária Católica – Movimento de Trabalhadores Cristãos)

José Augusto Gomes Paixão et Glória do Nascimento Fonseca

Tél. : +351 – 21 – 390 77 11

E-mail : japaixao@clix.pt et pesescaldados@sapo.pt

Langues : de, en, es, fr, pt

31-05-19-SE

» **KGZE (Conférence sur la coopération syndicale européenne) 1989–2019 : syndicats et politique – le passé et l’avenir d’une Europe sociale**

Ljubljana / Slovénie

25.04. – 28.04.2019

Lors de cette conférence, en se penchant sur les trente dernières années qui ont suivi la Conférence sur la coopération syndicale en Europe (KGZE), des scénarios pour le futur d’une « Europe sociale » doivent être développés. Ce retour en arrière doit se faire selon trois perspectives : comment les États membres de l’UE de longue date ont vécu ces 30 années ? Comment les « nouveaux États membres » d’Europe centrale et d’Europe de l’Est peuvent-ils décrire leurs expériences durant cette période avec leur adhésion à l’UE en 2004 ? Et comment vont les pays des Balkans occidentaux, qui se trouvent depuis quelques années au centre de la KGZE et qui ne sont pas encore membres de l’UE ? En se penchant en arrière et en développant des perspectives communes et des scénarios communs pour une Europe plus sociale, il conviendra d’identifier la manière dont le dialogue social peut être développé, bien que ces manières diffèrent dans les différentes régions, afin qu’il constitue également dans les décennies à venir l’outil le plus important pour la paix sociale et ainsi également pour la garantie de prospérité pour les citoyens européens.

ÖZA (Österreichisches Zentrum für Arbeitnehmerbildung)

Andreas Gjecaj

Tél. : +43 – 1 – 534 44 39 480

E-mail : andreas.gjecaj@oegb.at

Langues : de, en, it, sl

31-06-19-KO

» **Les organisations de travailleurs – avocats de la justice sociale**

Maribor / Slovénie

03.10. – 05.10.2019

Dans la plupart des pays européens, le degré d’affiliation des travailleurs à un syndicat régresse. De nombreux travailleurs font grise mine. Dans leur environnement social influencé par la politique, l’économie et des médias, ils observent au quotidien des inégalités sociales qui ne sont pas dénoncées. Cela vient saper leur volonté de s’impliquer activement dans des organisations de travailleurs. Les travailleurs ont souvent le sentiment que leurs besoins ne sont pas entendus par les diverses parties prenantes. L’objectif de ce projet est de débattre de la

manière dont les organisations de travailleurs peuvent s'occuper des besoins des travailleurs et être leurs défenseurs pour la justice sociale. Le projet doit permettre de traiter les questions suivantes : comment les travailleurs perçoivent-ils la justice sociale ? Comment les organisations de travailleurs peuvent-elles contribuer au fait de stopper la toujours plus faible participation des travailleurs aux processus démocratiques et de libérer les travailleurs de leur passivité ? De nouvelles formes du dialogue social et de la représentation des intérêts sont nécessaires ; il manque également des raisons d'adhérer à une organisation de travailleurs.

ZD NSi (Združenje delavcev Nove Slovenije)

Jakob Bec

Tél. : +386 - 1 - 241 66 68

E-mail : jakob.bec@nsi.si

Langues : de, en, sl

31-07-19-SE

La justice sociale en démocratie et les organisations de travailleurs

Lieu à définir

Date à définir

Les organisations de travailleurs de toute l'Europe ont la responsabilité de se battre pour la justice sociale et de lutter contre l'exclusion sociale, le chômage et la pauvreté. La crise de 2008 a entraîné un chômage plus important, la pauvreté, la précarité de l'emploi, la privatisation des services publics, une augmentation du temps de travail et de l'âge de départ à la retraite, etc. Face au déficit démocratique déjà existant dans la structure des institutions européennes dans leur forme actuelle, il est extrêmement important d'insister sur la dimension sociale du projet d'unification européen qui existe depuis le départ mais qui a récemment perdu de son importance, la dimension économique et financière étant passée au premier plan. L'objectif du séminaire de CIFOTIE est de déterminer en quoi les organisations de travailleurs peuvent contribuer pour plus de justice sociale en Europe et d'élaborer des pistes d'action pour le dialogue social.

CIFOTIE (Centro Internacional de Formação dos Trabalhadores da Indústria e Energia)

António Matos Cristóvão

Tél. : +351 - 21 - 357 04 48

E-mail : cifotie.presidente@gmail.com

Langues : pt et autres (fr)

31-08-19-AG

32 – Travailler et vivre dans un monde du travail numérique

» Relations du travail dans la nouvelle économie numérique : les stratégies des travailleurs et les réponses syndicales

Alcalá de Henares / Espagne

26.04. – 28.04.2019

La numérisation dans le monde du travail et l'économie est un processus permanent dont les limites et les effets sont encore flous. Deux aspects importants sont la restructuration des entreprises et l'apparition de l'économie de plate-forme. Le développement de l'économie numérique n'est pas homogène car divers facteurs technologiques, sociaux et institutionnels sont à l'œuvre et les différentes stratégies des acteurs jouent un rôle important. Les changements de conditions concernant l'emploi et le travail dans le cadre de l'économie numérique ont un impact sur la qualité des postes ainsi que sur la vie privée et sur le fait de concilier vie de famille et vie professionnelle. Dans les nouvelles entreprises, les possibilités de représentation des intérêts des travailleurs ont changé. Par conséquent, les syndicats doivent contribuer à une nouvelle protection des travailleurs et passer d'un système de confrontation avec l'entreprise à des relations formelles dans le cadre du dialogue social qui peuvent établir une confiance entre employeurs et employés. Afin d'organiser le changement dans la vision du travail, les aspects à traiter suivants sont proposés pour ce projet : compatibilité entre famille et travail ; promotion de temps de travail flexibles adéquats ; développement de stratégies visant à la réduction du stress et de la pression marqués par une surcharge de travail ; le fait de contribuer avec les organisations de travailleurs à créer de nouveaux emplois technologiques et à garantir des emplois plus sûrs.

CEAT (Centro Español para Asuntos de los Trabajadores)

David Cervera Olivares

Tél. : +34 – 648 16 48 87

E-mail : asociacionceat@gmail.com

Langues : de, en, es, pt

32-01-19-SE

Une approche axée sur le cycle de vie au travail : relever le défi du chômage de longue durée des jeunes par le développement des compétences, l'apprentissage tout au long de la vie et l'équité transgénérationnelle – la technologie et le travail : défis, possibilités d'emploi et problèmes pour les jeunes sur le marché de l'emploi aux prises avec le cyberharcèlement et la cybersécurité

Milan / Italie

10/2019

L'objectif du projet est le traitement en profondeur du thème de l'innovation technologique dans le monde du travail. La réflexion sur ce thème se fait notamment en observant la création d'emplois et l'intégration sociale en tant qu'instrument dans la lutte contre le chômage des jeunes. Au centre du séminaire, on trouve ainsi l'utilisation « critique » et consciente des nouvelles technologies par les jeunes qui rentrent dans le monde du travail. Cet environnement est, comme l'école, vulnérable à certains phénomènes tels que le cyberharcèlement, par exemple. Les nouvelles technologies sont de plus en plus omniprésentes et ne donnent pas seulement naissance à de nouvelles méthodes de travail et de nouveaux profils professionnels ; elles déterminent, notamment chez les jeunes, de nouvelles pratiques dans de nouveaux contextes virtuels dans lesquels l'intelligence émotionnelle, l'éducation citoyenne et la pensée critique sont tout aussi décisifs que les compétences techniques et technologiques, des connaissances et des aptitudes qui ne doivent donc pas être sous-estimées quand les jeunes doivent être capables d'entrer dans le monde du travail de manière responsable et durable. Le projet commence donc par une analyse de nouveaux phénomènes qui se développent dans le monde du travail en lien avec l'introduction de ces nouvelles technologies. Nous étudions ainsi les effets sur l'emploi nouvellement créé, la qualité de la vie professionnelle ainsi que sur l'insertion professionnelle des jeunes selon les différents milieux de vie et de travail qui sont concernés par l'innovation technologique. L'objectif du projet est de démontrer les phénomènes les plus importants dans ce domaine à l'aide de quelques études de cas et d'étudier certains aspects critiques pour un meilleur soutien de l'emploi chez les jeunes.

FLC (Fondazione Luigi Clerici)

Paolo Cesana

Tél. : +39 – 02 – 41 67 57

E-mail : clerici@clerici.lombardia.it

Langues : de, en, it

32-02-19-SE

› L'avenir du travail dans une Europe numérique

Munich / Allemagne

27.06. – 30.06.2019

Depuis des années, l'Europe est dans un processus de transformation numérique de l'économie, du travail et de la société. La Commission européenne considère le concept d'« industrie 4.0 » comme une chance non seulement de fabriquer des produits de qualité mais également de promouvoir une production écologique et durable sur le plan social. L'UE se voit comme un site d'avenir pour l'industrie numérisée. Des initiatives nationales, qui traitent de la numérisation, sont soutenues et mises en réseau. Depuis avril 2016, les activités au niveau de l'UE convergent dans l'initiative de la création d'un Marché unique européen du numérique. L'industrie 4.0 suggère le passage à une nouvelle ère de développement de la société industrielle. La numérisation provoque également la transformation en profondeur des structures et des conditions du monde du travail. Dans le monde du travail du futur, le rapport entre l'homme et la machine sera modifié. Jusqu'à présent, un emploi était caractérisé par les facteurs suivants : le travail avait son site, son temps délimité et sa structure. C'est sur cette base que les droits pour les travailleurs ont été ancrés sous la forme de conventions collectives, d'accords d'entreprise et de lois. Selon certaines prévisions, les exigences concernant le travail, la compréhension du travail, l'organisation du travail ainsi que l'organisation des entreprises vont changer. À l'avenir, le travail sera de moins en moins lié à un site et à un temps délimité. L'ancienne séparation entre le travail et le temps libre est globalement en train de disparaître. La frontière entre travail et vie privée est de plus en plus floue. Cela crée une nouvelle « culture du travail » qui s'ouvre à la diversité des situations et des modes de vie. La société du travail se trouve ainsi dans un processus de mutation. Dans la future société du travail, différentes dimensions du travail humain pourraient avoir leur chance et devenir de plus en plus importantes. Actuellement, il semble toutefois que cette évolution soit associée à une précarisation croissante des conditions de travail et de vie. Avec son initiative de création d'un Socle européen des droits sociaux, la Commission européenne réagit à ces évolutions par des principes fondamentaux qui doivent être précisés ultérieurement. Le séminaire a, d'une part, pour objectif d'échanger et de discuter sur les expériences des travailleurs de différents pays européens et de différentes régions dans le domaine du monde du travail numérisé. D'autre part, des critères éthiques et des mesures nécessaires qui sont essentiels du point de vue des travailleurs dans le contexte d'un modèle politique pour le travail 4.0 sont développés. Dans ce cadre, la notion de « travail digne » suggère une certaine orientation.

KAB Deutschlands (Katholische Arbeitnehmer-Bewegung Deutschlands e.V.)

Wilfried Wiene

Tél. : +49 - 221 - 77 22 - 213

E-mail : wilfried.wienen@kab.de

Langues : de, en

32-03-19-SE

)] L'incidence des progrès technologiques sur le marché du travail : pouvons-nous assurer une vie décente pour les travailleurs à l'ère numérique ?

Vilnius / Lituanie

12.09. - 14.09.2019

Les nouvelles technologies de l'information et de la communication et l'évolution technologique rapide ont une grande influence sur le travail et la vie au XXI^e siècle. Des modifications sur le marché mondial et la concurrence entre les États obligent à organiser les relations sur le marché du travail de manière plus flexible. Par conséquent, les formes d'emploi atypiques augmentent de manière spectaculaire dans toute l'Europe. Outre les formes habituelles de contrats à temps plein à durée illimitée, de nouvelles formes d'emploi deviennent réalité pour une grande partie des travailleurs européens. On peut ainsi citer le télétravail, les contrats à temps partiel, le travail à durée déterminée et le travail intérimaire, le « crowd work », le travail partagé, le travail mobile fondé sur les TIC et le travail de plate-forme. Cette nouvelle situation sur le marché du travail exige de nouvelles aptitudes, une plus grande capacité d'adaptation et accroît en même temps les tensions, le stress et l'insécurité des travailleurs concernant leur avenir. Les objectifs de ce séminaire sont les suivants : 1. débattre des effets des nouvelles technologies sur le marché du travail et les rapports de travail ; 2. analyser et comparer les possibilités de vivre une vie digne pour les travailleurs de différents pays ; 3. identifier les mesures qui ont un impact sur l'amélioration de la situation des travailleurs et les possibilités de mise en œuvre dans différents pays ; 4. débattre des priorités et des actions des organisations de travailleurs dans un monde du travail en mutation.

LDF Education Center (Vsl Lithuanian Labor Federation Education Center)

Rasita Martišė

Tél. : +370 - 656 - 3 41 43

E-mail : rasiataj@gmail.com

Langues : en, es, lt

32-04-19-SE

» Ce que vous devez savoir pour votre inscription

- Le travail d'EZA sert d'information et de participation au dialogue social dans l'Union européenne aux syndicats et aux organisations de travailleurs. L'objectif particulier d'EZA est d'appliquer les résultats et les recommandations des manifestations au travail quotidien des participants. Pour cette raison les activités s'adressent aux multiplicateurs, aux délégués syndicaux et aux délégués des organisations de travailleurs.
- Sur le site web d'EZA (www.eza.org) vous serez informé des modifications éventuelles.
- Les conditions des manifestations sont fixées par l'organisateur respectif. Veuillez vous informer auprès de celui-ci !
- Selon l'entrée des inscriptions, l'offre de langues peut changer.

» Mentions légales

Editeur:

Centre européen pour les travailleurs (EZA)
Johannes-Albers-Allee 2
D-53639 Königswinter
www.eza.org

Mise en page & Composition:

HellaDesign, Emmendingen
helladesign@web.de

Version:

Mars 2019

» Langues de conférence

Abréviation	Langues de conférence
bg	bulgare
cs	tchèque
de	allemand
el	grec
en	anglais
es	espagnol
fr	français
hr	croate
hu	hongrois
it	italien
lt	lituanien
lv	letton
nl	néerlandais
pl	polonais
pt	portugais
ro	roumain
sk	slovaque
sl	slovène
sr	serbe



Avec l'aimable
soutien de
l'Union européenne